

LE GLOBAL COMPACT

Cadre universel d'engagement et plateforme d'échange

30 janvier 2015

Aurélie Dubois - Global Compact France



Network France

Programme



Network France

- I. Le Global Compact et le réseau français**

- II. La Communication sur le progrès (COP)**

- III. Questions et réponses**

I. LE GLOBAL COMPACT & LE RÉSEAU FRANCAIS



Network France

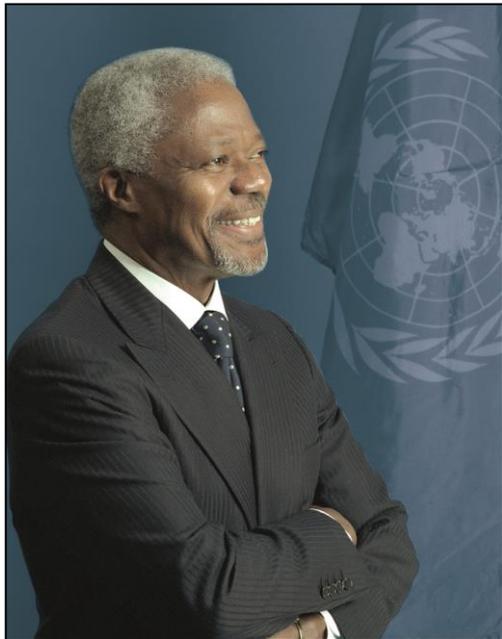
Le Global Compact



Network France

- Lancé en 2000 par Kofi Annan
- Initiative internationale de RSE
- Plateforme d'échange et d'action collective
- Rassemble les entreprises, les organismes des Nations Unies, la société civile autour de dix principes universels regroupés en quatre grands domaines:

Droits de l'Homme
Normes Internationales du travail
Environnement
Lutte contre la corruption



Les 10 principes



Droits de l'Homme

1. Les entreprises sont invitées à promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'Homme ;
2. À veiller à ne pas se rendre complices de violations des droits de l'Homme



Normes internationales du travail

3. Les entreprises sont invitées à respecter la liberté d'association et à reconnaître le droit de négociation collective ;
4. À contribuer à l'élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire ;
5. À contribuer à l'abolition effective du travail des enfants ;
6. À contribuer à l'élimination de toute discrimination en matière d'emploi et de profession



Environnement

7. Les entreprises sont invitées à appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant à l'environnement
8. À prendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement
9. À favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement

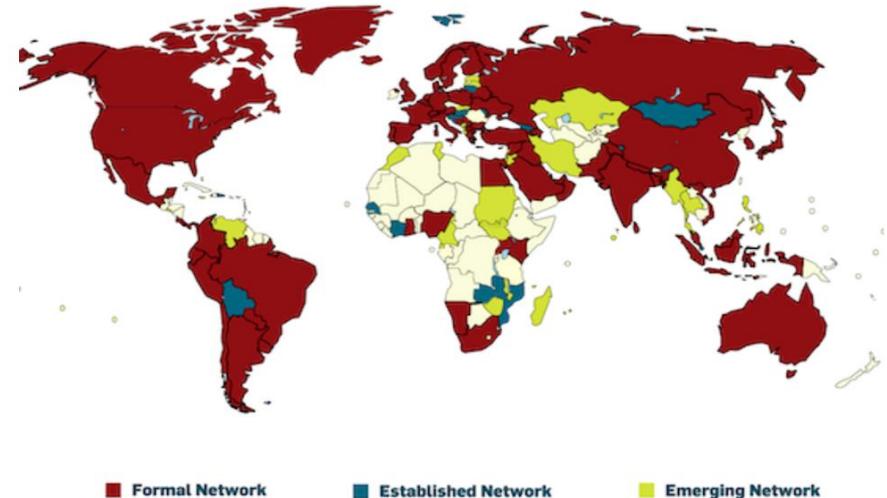


Lutte contre la corruption

10. Les entreprises sont invitées à agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin

Le Global Compact

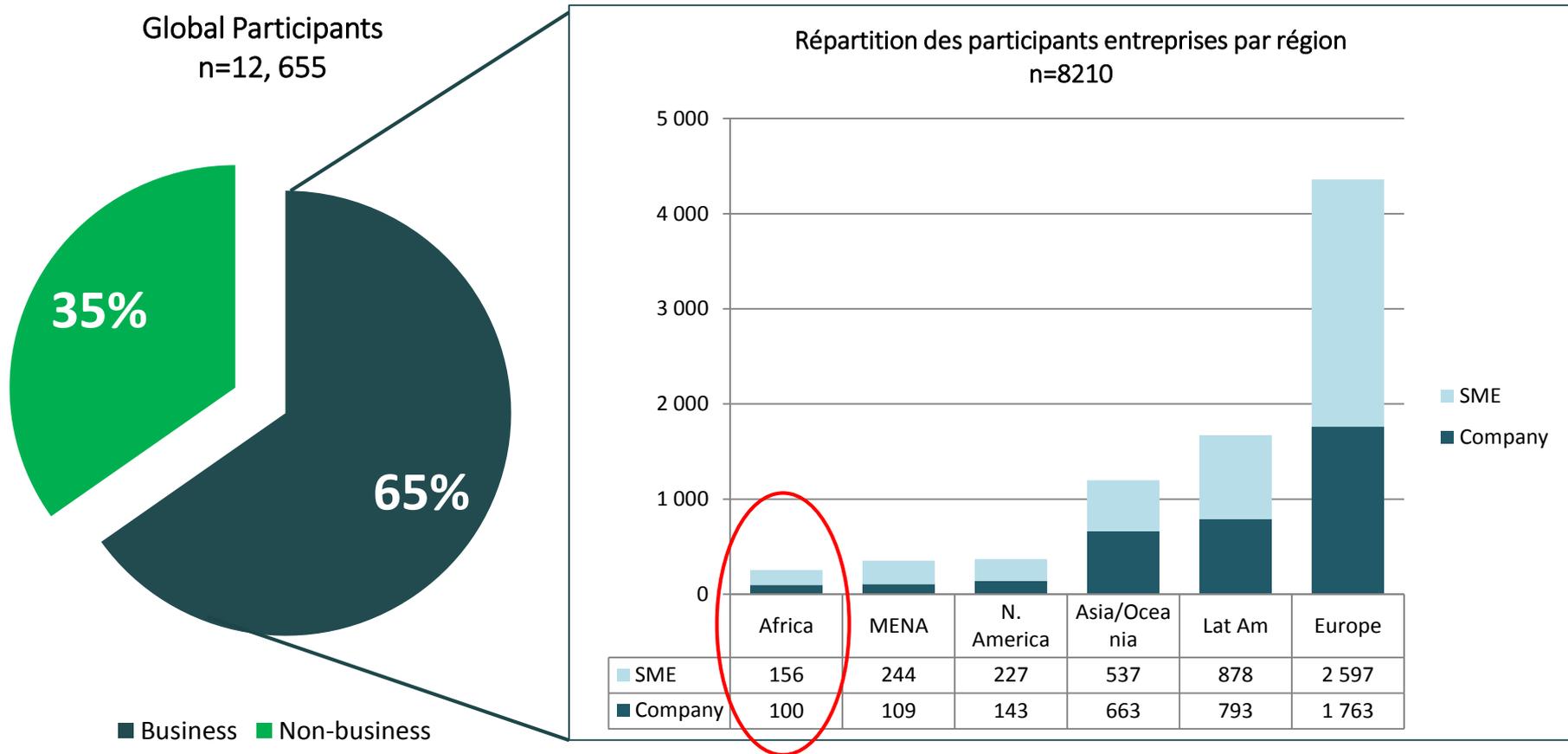
- **145 pays représentés**
- 12 630 participants dont plus de 8200 entreprises
- Grande base de données de bonnes pratiques internationales (grandes entreprises, PME...)
- Réseau mondial via les antennes locales des pays



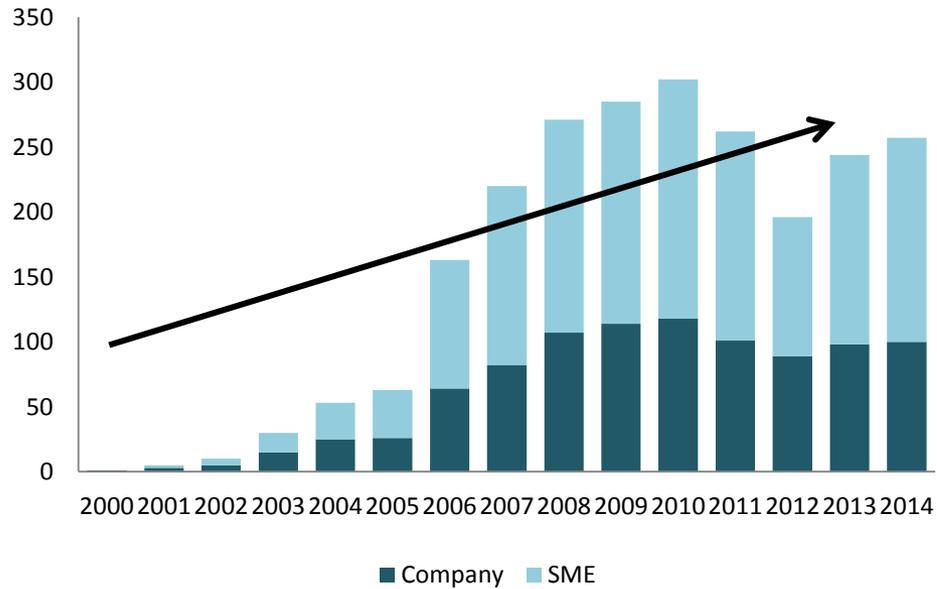
-
- En France, 1078 participants dont 955 entreprises
 - 2ème réseau local le plus important en nombre d'adhérents



Le Global Compact en chiffres

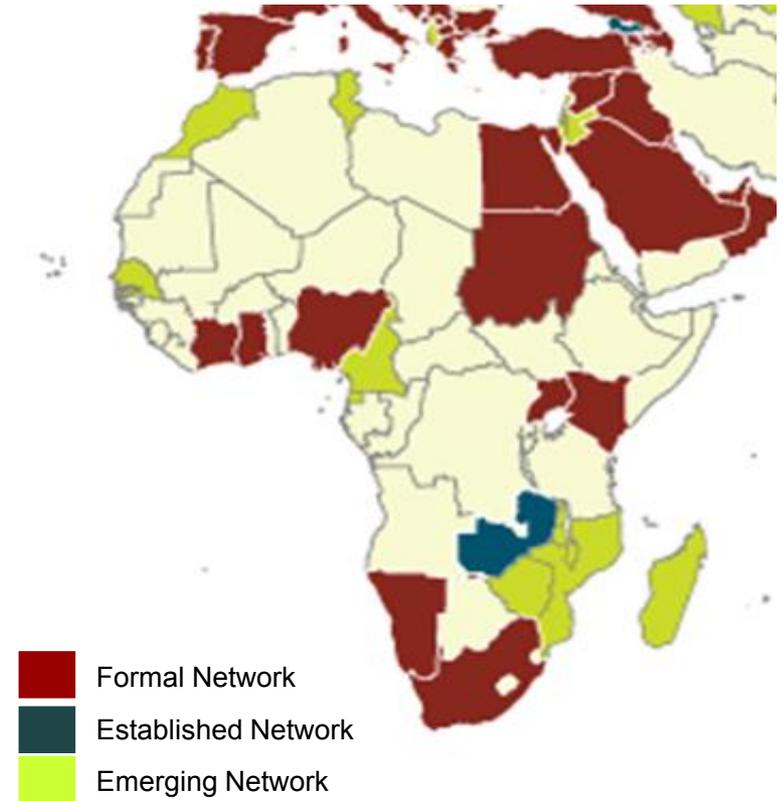


Présence en Afrique



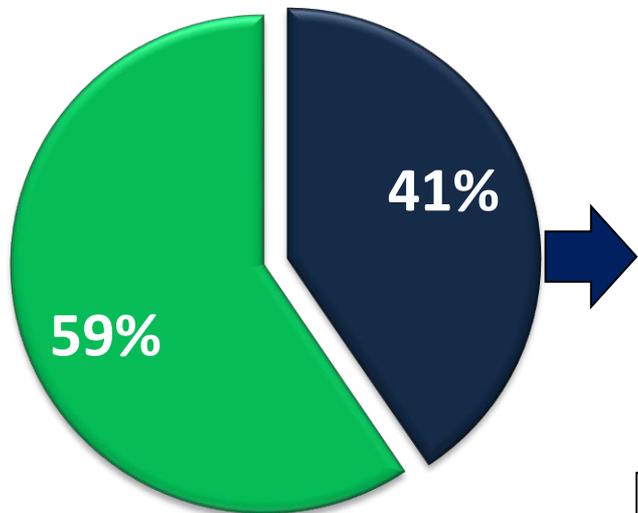
- 261 participants entreprises
- Plus de 400 ONG (CSOs ??)
- Dans 30 pays
- 17 réseaux locaux

Réseaux locaux du GC en Afrique



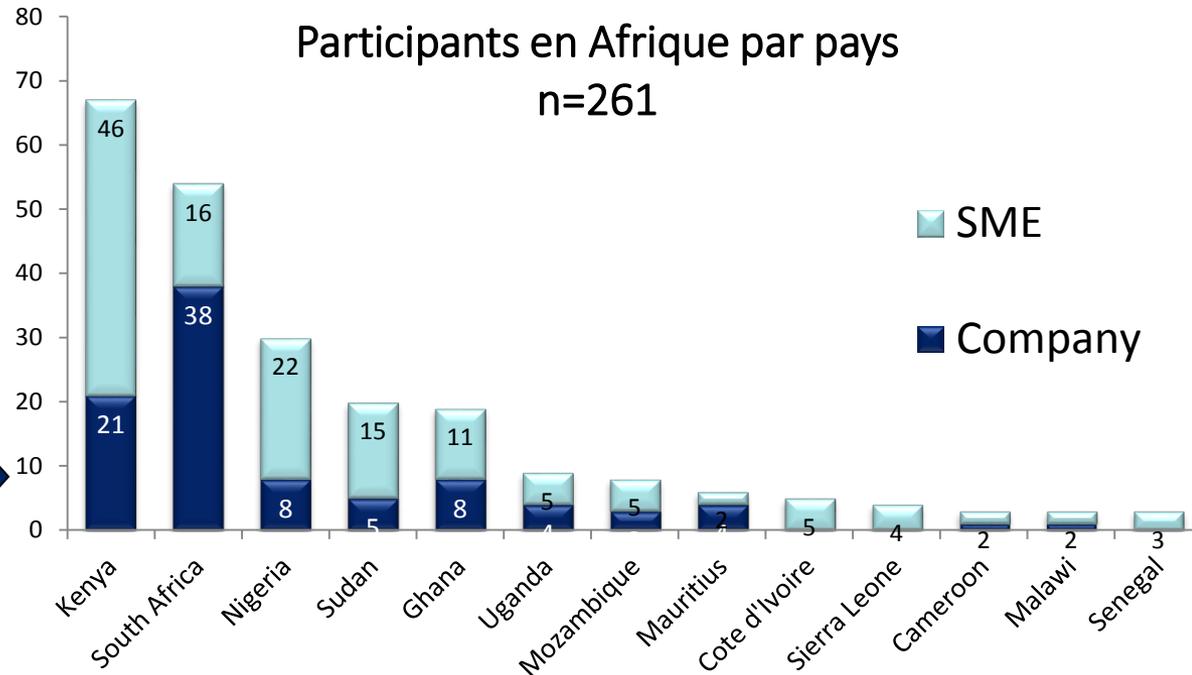
Participants du Global Compact en Afrique

Participants en Afrique
n=643



■ Business
■ Non-business

Participants en Afrique par pays
n=261



Beaucoup de diversité dans les industries et secteurs représentés.:

Support Services	13%
Financial services	11%
Construction	8%
Food	6%
General industry	6%
Travel & Leisure	6%

**African countries with less than 3 GC Business participants include: Madagascar, Tanzania, Zimbabwe, Angola, Cape Verde, DRC, Ethiopia, Gabon, Gambia, Mali, Namibia, Rwanda, Sao Tome, Seychelles, Somalia, South Sudan, Togo

Le Global Compact

EST...	N' EST PAS...
Une initiative volontaire visant à promouvoir et développer la RSE	Juridiquement contraignant
Un cadre de valeurs universelles	Un organisme de contrôle
Un réseau mondial d'entreprises et d'autres parties prenantes	Une norme ni un label
Une plateforme d'apprentissage, d'échange et d'innovation	Un exercice de relations publiques

Le Global Compact

LES BENEFCES

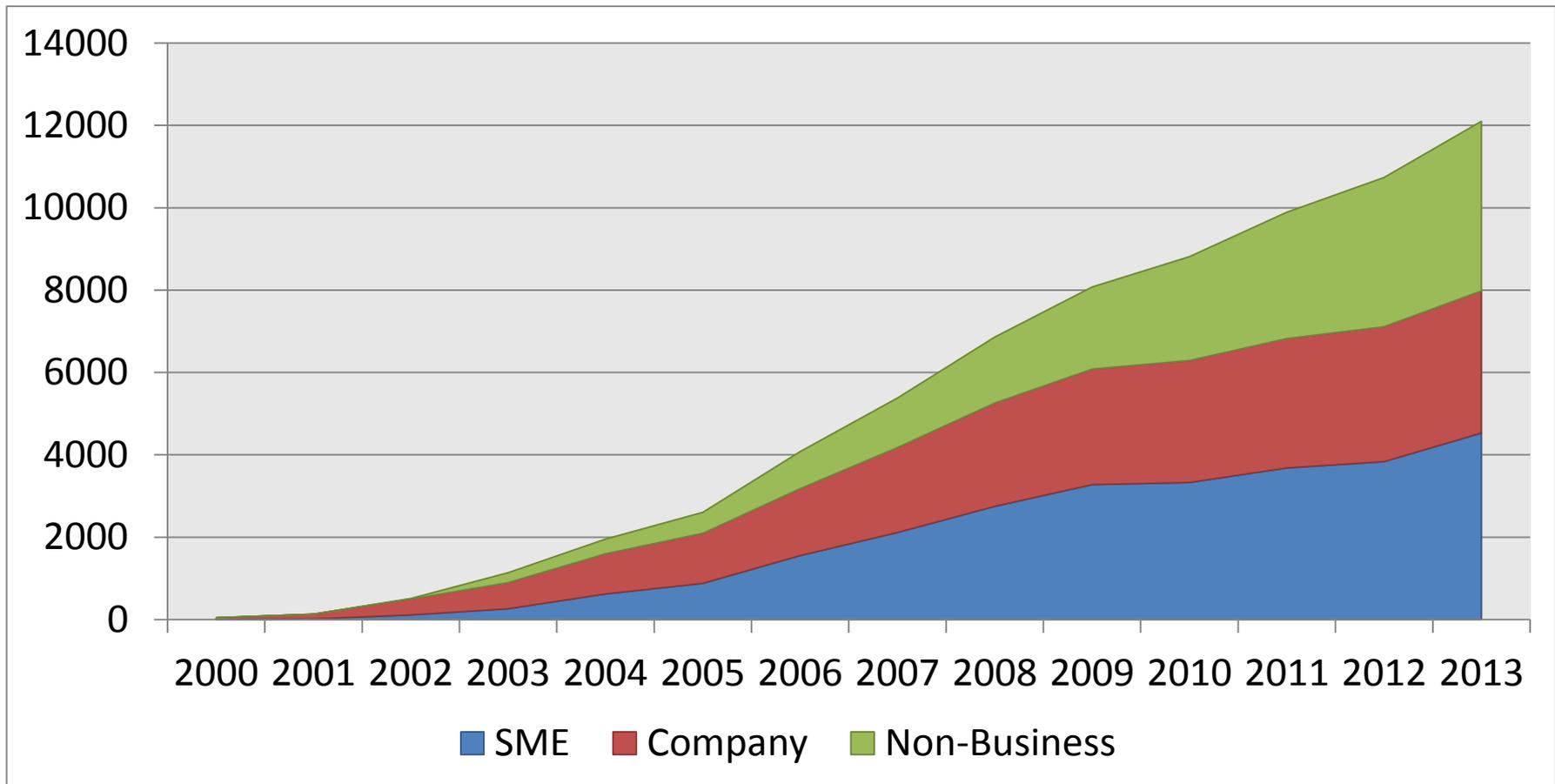
- Participer à un référentiel international reconnu
- Mobiliser ses équipes et ses filiales en France et à l'international
- Etre accompagné dans sa démarche de progrès
- Participer à un réseau d'échange d'expérience
- Avoir accès à une base de données de progrès, à des outils et ressources
- Dialoguer avec ses parties prenantes



Croissance des signataires



Network France



Objectif : 20 000 signataires en 2020

Les engagements



Network France

- Engagement personnel et public du dirigeant
- Intégration des principes du Global Compact dans la culture, la stratégie et les opérations



- Communication avec ses parties prenantes sur les progrès effectués
- Communication annuelle obligatoire illustrant les progrès réalisés
- Agir pour soutenir les objectifs des Nations Unies

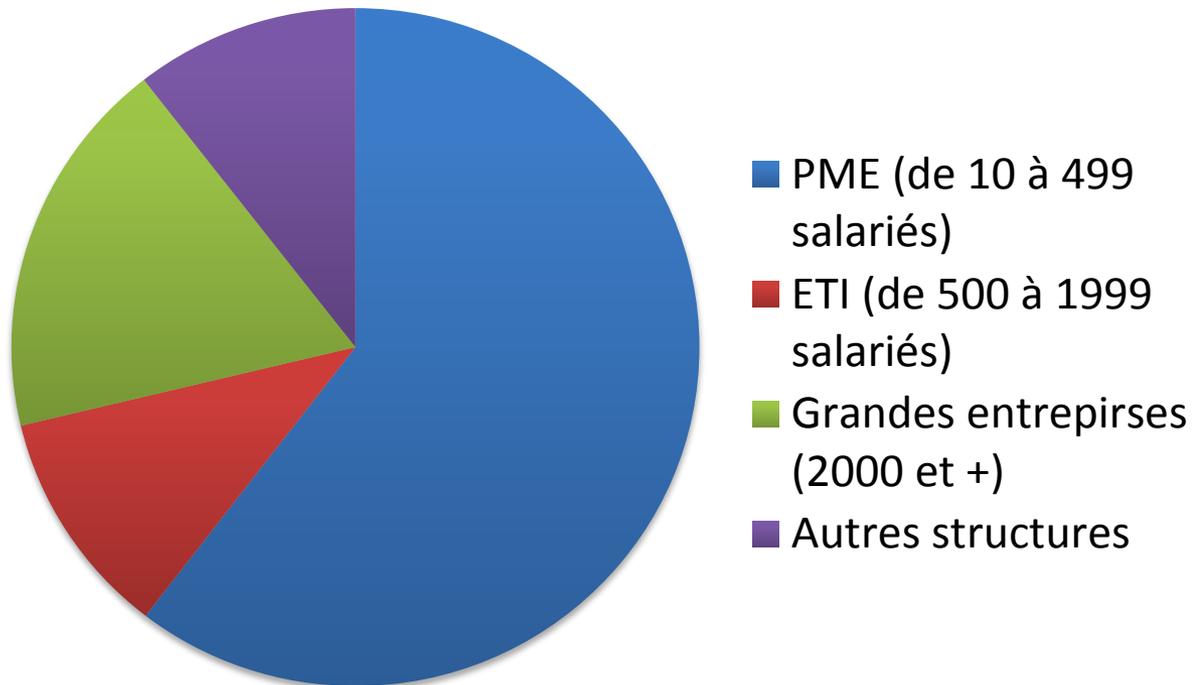
Le Global Compact en France



Network France

1060 participants dont **945** entreprises

REPARTITION PAR TAILLE D'ENTREPRISE



Le Global Compact France



Network France



Comment adhérer ?



Network France

- Rejoindre le Global Compact au niveau international via le site des Nations-Unies

www.unglobalcompact.org

➡ Adhésion gratuite, contribution volontaire à la Fondation

- Adhésion à l'association Global Compact France

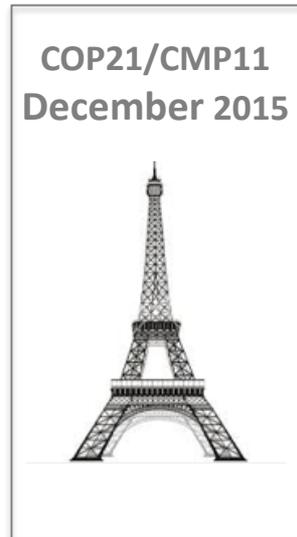
➡ Fait l'objet d'une cotisation annuelle



Le Global Compact France est à votre disposition pour vous aider dans ces deux étapes

Mobilisation autour de la COP 21

- Mandat de Brice Lalonde
- Objectif : Faire entendre la voix des entreprises en amont des négociations
- Moyen : Mobiliser les entreprises et grandes institutions lors d'un évènement « *Business & Climate Summit* » les 20 & 21 mai 2015 à l'UNESCO
- Cible : 1300 personnalités de haut niveau
- Tribune commune publiée début juillet : AFEP, Comité 21, C3D, CGPME, MEDEF, EpE, Orée, Shift Project etc.



II. La Communication sur le progrès (COP)

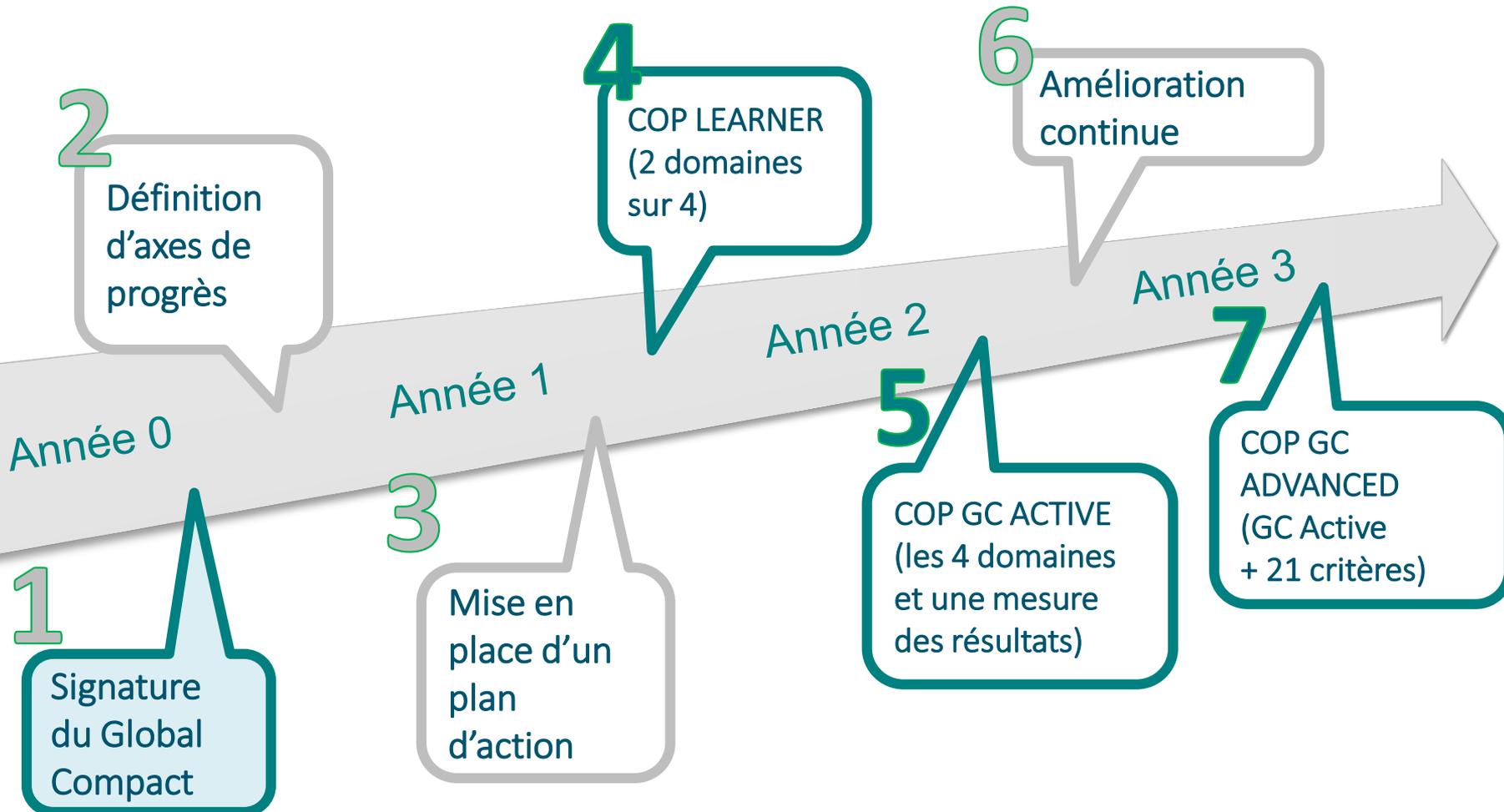


Network France

Une démarche de progrès

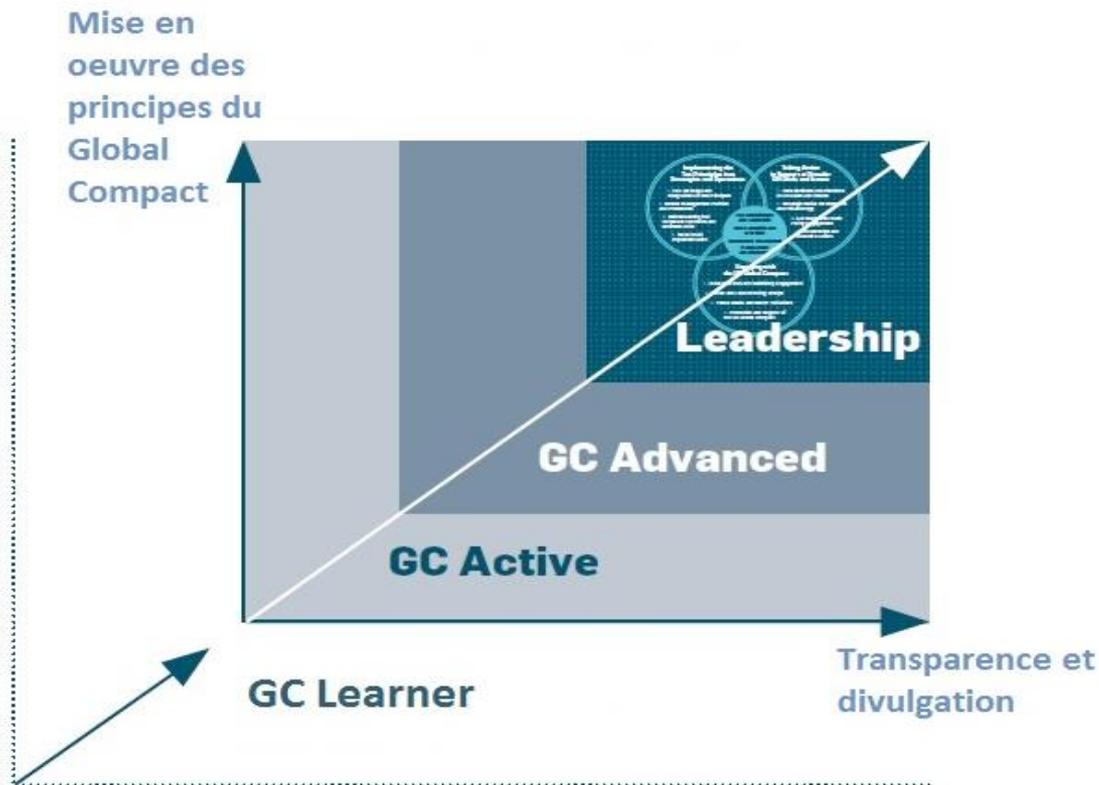


Network France



Amélioration continue : 3 niveaux

Niveaux de Différenciation



3 niveaux:

- « GC Learner »
- « GC Active »
- « GC Advanced »

Le contenu de la COP et l'auto-évaluation déterminent le niveau de différenciation

Caractéristiques de la COP



Network France

- Rédaction 1 fois par an
 - 3 parties:
 1. Le renouvellement de l'engagement du dirigeant
 2. La description des progrès de l'année
 3. Les résultats obtenus ou attendus
 - Langue des parties prenantes
 - Auto-évaluation
 - Format flexible
 - Téléchargée sur le site du Global Compact
- **Transparence et dialogue**



Les bénéfiques



Network France

- Formaliser une démarche de progrès
- Dialoguer avec ses parties prenantes
- Mobiliser ses équipes
- Apporter des garanties à votre engagement dans la RSE
- Avoir accès à une base de données de progrès



Network France

Merci de votre attention

Des questions ?

Contact : Aurélie Dubois – Global Compact France
01 80 48 90 70 – aurelie.dubois@globalcompact-france.org



Network France

Total et les 10 principes du Global Compact

Exemples d'applications en Afrique

Jean-Pierre Cordier

Vice-président

Global Compact Network France



Network France

Le Code de conduite de Total

Le code de conduite de Total indique que le Groupe se conforme aux textes suivants :

- **La Déclaration universelle des Droits de l'Homme**
- **Les principes de l'Organisation Internationale du Travail**
- **Les principes de l'OCDE à l'usage des compagnies multinationales**
- **Les principes volontaires sur la Sécurité et les Droits de l'Homme**
- **Les 10 principes du Global Compact**

Les 10 principes

Droits de l'homme

1. Les entreprises sont invitées à promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'homme ;
2. À veiller à ne pas se rendre complices de violations des droits de l'homme

Normes internationales du travail

3. Les entreprises sont invitées à respecter la liberté d'association et à reconnaître le droit de négociation collective ;
4. À contribuer à l'élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire ;
5. À contribuer à l'abolition effective du travail des enfants ;
6. À contribuer à l'élimination de toute discrimination en matière d'emploi et de profession

Environnement

7. Les entreprises sont invitées à appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant à l'environnement
8. À prendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement
9. À favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement

Lutte contre la corruption

10. Les entreprises sont invitées à agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin

Total en Afrique

Total est très présent en Afrique , où il est le premier pétrolier mondial.

Son activité sur ce continent :

- Exploration et Production de pétrole et de gaz (EP) dans 18 pays**
- Raffinage (participation dans 5 raffineries)**
- Distribution de carburants et lubrifiants (40 pays , 4500 stations service).**

Ce qui signifie un vaste champ d'application de tous les principes du Global Compact

Total en Afrique

Les Droits de l'Homme- Les normes du travail

- **Sécurité : Méthodologie spécifique (Voluntary- Principles for Security and Human Rights) appliquée en Ouganda et au Nigéria, avec un plan de formation de 3 ans des prestataires externes.**
- **Droits des communautés locales : Un mécanisme de traitement des plaintes (grievance mechanisms) des communautés locales qui s'estiment touchées par nos projets est en place.**

En 2012 et 2013 un audit externe a eu lieu au Congo , pour compléter les procédures existantes et améliorer leur efficacité.

- **Une protection sociale de qualité**

Signature du premier accord mondial du groupe Total avec le syndicat IndustriALL Global Union (Janvier 2015)

Total a renforcé son engagement d'employeur responsable en signant à Davos un accord mondial avec la fédération syndicale IndustriALL Global Union qui représente plus de 50 millions de salariés, des secteurs énergétique, minier, manufacturier et industriel dans 140 pays. Parmi les articles de cet accord :

- **la promotion des droits de l'homme au travail et de la diversité** : avec des engagements en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes,
- **la responsabilité sociétale** : Total développe ses activités en harmonie avec les communautés environnantes.



Développement des capacités locales

Quelques exemples

CLOV / Angola - Pétrole offshore profond - Total 40 % / Opérateur

Capacité : 160 Kbp/j - Démarrage en 2014

11 millions d'heures de travail seront effectuées en Angola par des entreprises nationales.

EGINA / Nigeria - Pétrole offshore profond - Total 24 % / Opérateur

Capacité : 200 Kbp/j - Démarrage en 2017

Les études d'ingénierie de base et une large partie de l'ingénierie de détail sont réalisées sur place par des entreprises locales : une première au Nigeria.

REPUBLIQUE du CONGO - Pétrole offshore profond - Total 53,5 % / Opérateur

Capacité : 140 Kbp/- Démarrage 2015 et 2016

Pour le Congo, Moho Nord sera un puissant outil de développement local des capacités industrielles et tertiaires

7 000 à 8 000 emplois seront générés et 12 000 tonnes de structures seront produites localement.



Environnement

OFON PHASE 2 / Nigeria - Pétrole, gaz et condensats offshore

Total 40 % / Opérateur - Capacité : 70 Kbep/j -Démarrage 2014

Arrêt du brûlage des gaz associés sur Ofon.

C'est l'une des avancées majeures du développement de la phase 2. Cela évitera le brûlage par torchage

de 950 000 m³ / j de gaz en conditions normales d'opération.

BRÛLAGE DES GAZ ASSOCIÉS HORS DÉMARRAGE

Réduction de 50 % du brûlage hors démarrage entre 2005 et 2014 sur périmètre opéré aricain.

En Afrique du Sud, Total a été sélectionné par le gouvernement pour la construction d'une centrale solaire de 86 MW. Les perspectives de développement local intégrées au projet ont été un facteur essentiel de sélection de cette candidature.



Transparence- Action anti corruption

Promouvoir la Transparence

Plus de 40 pays ont rejoint l'Initiative sur la Transparence des Industries Extractives (ITIE) à fin 2013. Lancée en 2002, celle-ci regroupe l'ensemble des acteurs concernés dans chaque pays qui y adhère (gouvernements, compagnies pétrolières et minières, société civile). Sa mission est d'accroître la transparence des revenus versés aux États par les industries extractives afin d'en améliorer la gouvernance. Attaché à cette démarche multi latérale et volontaire, Total, membre du Conseil d'administration, promeut l'ITIE auprès de ses États hôtes.

Prévention de la corruption

Plus de 45 000 collaborateurs ont suivi à fin 2013 la formation e-learning sur ce thème. Elle existe en 12 langues.

Programme de conformité anti-corruption

Total améliore son programme de conformité de façon continue et contrôle son application par des audits réguliers.

Par ailleurs, durant les 3 prochaines années, le programme de conformité anticorruption de Total sera soumis à l'examen d'un moniteur français indépendant qui pourra préconiser des améliorations.



